Groupe des *Temps Nouveaux*

Brb 2499

TROISIÈME LETTRE

Projets d'Avenir

Février 1917

LA BIBLIOTHÈQUE DE PARIS MARXISTE

Paix - Guerre -
Guerre 1914-18.
C. R. R. I. (G. TN.)

Projets d'avenir

Quand, il y a plus de deux ans, la guerre éclata, les *Temps Nouveaux* avaient dû suspendre leur publication en présence des difficultés sans nombre qui les mettaient dans l'impossibilité de poursuivre leur œuvre de propagande. Mais, pour que ne fussent pas rompus complètement les liens qui unissaient les lecteurs et amis de cet organe, les camarades du Groupe des *Temps Nouveaux* de Paris que la mobilisation avait laissés libres fondèrent un groupe d'entr'aide et de solidarité au profit de ceux que la guerre avait arrachés à leur foyer.

L'appel que nous fîmes alors fut entendu et de nombreux concours nous parvinrent, dont la plupart se sont assidument poursuivis jusqu'ici. Il nous fut ainsi possible de venir en aide à plusieurs camarades mobilisés, ou à leurs familles dans le besoin, ainsi que d'adoucir jusqu'à un certain point le sort de ceux que nous apprenions être prisonniers en Allemagne.

En outre, nous entretenions avec une certaine quantité de camarades une correspondance régulière leur permettant ainsi qu'à nous de continuer

dans une certaine mesure les échanges d'idées et les relations intellectuelles que la disparition du journal avait interrompus momentanément.

Plus tard, quand commencèrent à s'amender l'indécision et le désarroi que la brusque surprise des événements avait jetés dans les esprits, nous pensâmes qu'à ces liens de simple entr'aide, ou à ce commerce épistolaire devaient s'ajouter des relations d'ordre moins particulier, des échanges d'idées plus collectifs, et nous décidâmes d'adresser aux amis des *Temps Nouveaux*, quand les circonstances le permettraient des « Lettres » destinées à combler dans une certaine mesure la lacune laissée par la disparition des *Temps Nouveaux*.

Notre idéal internationaliste, dont la brutalité des événements avait jusqu'alors étouffé la voix, trouvait une occasion de s'affirmer dans la tentative faite par quelques camarades de France, d'Allemagne, d'Italie, de Russie, de Pologne, de Roumanie, de Bulgarie, de Suède, de Norvège, de Hollande et de Suisse, réunis à Zimmerwald dans le but de renouer les relations internationales, et nous nous empressâmes de manifester notre approbation de l'initiative prise par ces camarades et d'adhérer à l'organisme fondé alors en vue de poursuivre l'œuvre ainsi ébauchée.

Après douze mois pendant lesquels, seule, avait eu le droit de se faire entendre la voix des fau-

teurs de haines internationales, des excitateurs au massacre réciproque des peuples, au fort d'une telle tourmente qui semblait avoir submergé tout idéal d'humanité, l'écho, si faible encore fût-il, de cette première entrevue paraissait comme un premier appel lancé, conviant les peuples affolés à se ressaisir enfin et à prendre conscience de l'abominable duperie dont ils étaient victimes.

Il venait ranimer en nous nos espoirs toujours affirmés, d'accord fraternel et d'entente entre peuples en vue de leur collaboration à leur commun affranchissement.

Ecartant toute considération de secte ou de chapelle, il nous suffisait qu'un effort fût tenté pour rapprocher et unir les mains crispées en poings menaçants, pour qu'il nous parût naturel et conforme aux principes que nous avions toujours proclamés de la seconder aussitôt.

Nous motivâmes notre adhésion au Comité qui venait de se fondre pour la reprise des relations internationales par une « Déclaration » qui fit ensuite l'objet de notre première « Lettre ».

En rédigeant cette Déclaration, c'est-à-dire en exprimant notre satisfaction de voir enfin tenter un rapprochement dès peuples, nous étions loin de penser que nous encourions la désapprobation d'aucuns de nos camarades anarchistes. Kropotkine ne lui faisait que le seul reproche de prêter à malentendu.

Néanmoins, quelque généraux qu'en fussent les termes, cette première Déclaration fut l'origine du désaccord qui s'éleva entre Grave et ceux de ses collaborateurs qui avaient participé à la rédaction de cette Déclaration, désaccord que nous avons soumis à l'appréciation des amis des *Temps Nouveaux* en mettant sous leurs yeux en toute impartialité la correspondance échangée sur ces questions entre Grave et nous.

On nous a reproché à ce sujet d'avoir publié des lettres de Grave sans l'avoir au préalable consulté. Nous croyons nécessaire de fournir à cet égard quelques explications.

Nous aurions désiré que le premier conflit surgi entre Grave et nous, relativement au titre et à l'adresse adoptés par nous lors de notre première « Lettre », ne fût pas rendu public. Mais dès l'apparition de notre « Lettre », en même temps qu'il nous sommait d'avoir à changer notre titre et notre adresse, et sans attendre notre réponse, Grave saisissait les lecteurs de *La Bataille* du conflit intervenu.

Engager à ce sujet une polémique avec Grave dans *La Bataille,* nous n'y pouvions songer. Nous avions pu constater à diverses reprises que si ce journal ouvrait très volontiers ses colonnes aux opinions et aux attaques d'une certaine tendance, elles les maintenait obstinément fermées aux opinions et aux répliques de la tendance adverse.

Résumer les faits dans notre « Deuxième lettre » et y exposer nous-mêmes nos explications ? On eût pu nous taxer d'avoir présenté, même involontairement, une version tendancieuse et qui nous fût favorable.

Nous préférâmes mettre telles quelles sous les yeux de nos amis les lettres échangées, sans y joindre le moindre commentaire susceptible d'influencer leur opinion. Et si nous avons agi ainsi sans au préalable en aviser Grave, la raison en est que dans notre pays qui se déclare en cette guerre le champion de la liberté, nous avons acquis la certitude que notre correspondance est ouverte et lue. Et aviser Grave qu'une brochure était en préparation, c'était indirectement en aviser le gouvernement, qui ne se fût fait aucun scrupule, s'il l'avait jugé à propos, d'empêcher par les moyens variés qu'il possède la mise au jour de cette brochure.

D'ailleurs, ni Grave ni nul de nous ne pouvait renier ce qu'il avait écrit en cette circonstance et la publication de ces lettres n'était de nature à gêner aucun de leurs signataires.

Néanmoins, après l'apparition de notre brochure, le conflit s'aggrava. Bien que Grave eût déclaré qu'il ne voyait plus aucun inconvénient à ce que notre Groupe continuât à se réunir rue Broca, si cette adresse n'était plus utilisée pour notre propagande, tout à coup, à l'occasion d'une

lettre à lui adressée par Girard et dans laquelle celui-ci protestait avec véhémence contre les procédés de discussion malveillants et malhonnêtes employés à notre égard par la *Libre Fédération*, Grave décida de nous interdire l'entrée du local et, un matin, nous trouvâmes en arrivant la porte fermée et la serrure changée.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur de telles misères. Nous ne les avons mentionnées que pour informer exactement nos lecteurs et amis des causes d'une rupture et d'une scission que nous devons considérer comme définitives.

Nous ne voyons pas, en effet, comment il nous serait possible, à l'avenir, de collaborer avec d'anciens camarades qui dans des circonstances aussi terriblement tragiques, n'ont voulu prendre d'autre attitude que celle qui consiste, après avoir renié le principe fondamental lui-même de toute notre conception anarchiste en vertu duquel tout problème social se pose pour nous dans l'opposition de gouvernés à gouvernants, d'exploités à exploiteurs, à adopter, au contraire, le point de vue nationaliste qui, faisant de la nation un bloc homogène et solidaire, invoque pour justifier la guerre une prétendue incompatibilité de sentiments ou d'intérêts entre telle au telle nation.

Cet abandon du principe qui est à la base de notre entière conception, alors que plus que jamais il importait de l'affirmer afin de s'efforcer

de dessiller les yeux des peuples trompés par leurs maîtres, constitue de leur part une réelle faillite aux engagements implicitement compris dans leurs doctrines antérieures.

Il les conduit à enseigner aujourd'hui tout le contraire de ce qu'ils enseignaient hier encore, et cela parce que, délaissant le principe fondamental de notre conception, ils envisagent les événements présents suivant l'optique incomplète et faussée dont se contente et s'abuse l'opinion courante du public.

Sans doute, si l'on ne veut prendre l'histoire de cette guerre qu'à partir de juillet 1914, si, de parti pris, on veut ignorer les faits antérieurs d'ordre social, économique et diplomatique qui l'ont précédée et préparée, pour ne tenir compte que de la provocation autrichienne à l'égard de la Serbie et le rejet par les empires centraux de toute tentative de conciliation, si l'on veut réduire la question à ce faisceau restreint de faits épisodiques en les isolant de toutes leurs déterminations antérieures, si, enfin, on fait table rase de la négation tant de fois proclamée de la réalité d'une solidarité nationale, négation opposée à l'affirmation de la réalité d'une solidarité internationale de classes, si l'on rétrécit à ce point le champ de sa vision, on se trouve évidemment conduit logiquement à ne voir d'autre solution que dans le châtiment de ceux qu'on juge seuls responsables,

châtiment qu'il ne doit pas répugner, dans ces conditions, de voir atteindre aussi leurs peuples prétendument liés de complicité avec eux de par la solidarité nationale.

Logique donc, avec de telles prémisses, est la conclusion qui préconise, comme remède à la situation présente l'écrasement du militarisme prussien, puisque lui seul serait coupable. Et le problème ainsi posé, tenant la nation pour une unité homogène et solidaire en ses parties, ne peut se résoudre que par voie militaire et diplomatique.

Pour nous, nous ne croyons pas que notre conception sociale et humaine puisse être considérée comme un bagage tantôt utile, tantôt gênant, qu'on doive, suivant les cas, ou porter avec soi ou déposer en consigne. Les bases en sont trop solidement établies sur des données réelles de tout ordre pour que nous ne devions pas y avoir recours en toute circonstance pour éclairer notre conscience.

C'est pourquoi, aujourd'hui comme auparavant, nous considérons la nation comme une agglomération artificielle et toute de convention, constituée peu à peu, au hasard des conquêtes et des ruses, des violences et des appétits des dirigeants. Les classifications ethniques, en raison de la multiplicité des immigrations et des émigrations successives et de la pénétration réciproque des peuples, et, de nos jours surtout, en raison de l'échange de

plus en plus fréquent et étroit des relations internationales, voient leurs barrières et leurs caractères respectifs disparaître de plus en plus. Tandis que, par contre, de jour en jour s'accuse plus profond le fossé qu'universellement, en tous pays, l'organisation capitaliste et propriétaire de la société a creusé entre dirigeants et dirigés, entre possédants et prolétaires, divisant ainsi, sans distinction de frontières, l'humanité en deux grandes classes adverses, au sein desquelles il y a, entre les divers éléments nationaux qui composent chacune d'elles, communauté internationale d'intérêts moraux et économiques.

Pour nous, les termes : France, Angleterre, Allemagne, etc. sont des mots vides de sens en tant que désignations d'unités collectives. Derrière chacune de ces appellations, nous voyons un peuple asservi et exploité par une classe de gouvernants et de possédants.

Or, en ce qui concerne le conflit actuel, tout en reconnaissant la responsabilité des gouvernements austro-allemands dans le déchaînement de la catastrophe, nous persistons à dire que celle-ci est l'aboutissant, par nous prévu et prédit depuis des années, des antagonismes et des compétitions d'intérêts capitalistes et d'appétits impérialistes et que ce ne sont là que querelles de maîtres.

Notre attitude en conséquence, n'a pas lieu de se modifier en quoi que ce soit de celle que nous

avions toujours préconisée : nous efforcer de faire apparaître aux peuples la duperie par laquelle, au nom d'une fausse solidarité nationale, on les pousse au massacre réciproque pour le seul et exclusif avantage de leurs dirigeants ; nous attacher à leur faire comprendre combien il est insensé de leur part de prendre parti dans ces querelles de maîtres, dont, vainqueurs ou vaincus, ils feront tous les frais, sans en retirer aucun profit ; et qu'il dépend d'eux que de telles abominations s'arrêtent pour ne jamais recommencer.

A la solution militaire de l'écrasement d'un parti par l'autre, à la solution diplomatique d'un arrangement dont le soin de fixer l'opportunité et les dispositions serait laissé à la discrétion des seuls gouvernants, nous affirmons qu'il était de notre devoir, qu'il était conforme avec nos doctrines de toujours chercher à faire prévaloir, quelque difficile qu'en pût paraître la réalisation, celle qui serait résultée d'une intervention directe des peuples intéressés pour imposer la fin de cet effrayant carnage et régler des conditions durables de sécurité internationale.

Et il était également de notre devoir le plus strict de travailler sans relâche au rapprochement des peuples, à aider à dissiper les malentendus qui les séparent et à favoriser par les moyens qui sont en notre pouvoir toute tentative d'entente entre

eux en vue d'une action parallèle et simultanée en faveur de la paix.

Tel était notre rôle, et non pas d'ergoter sur tel ou tel incident isolé, sur telles ou telles responsabilités accidentelles afin d'y trouver un prétexte à opter en faveur de tel ou tel groupe de gouvernants en conflit.

Mais le formidable cataclysme qui bouleverse l'Europe a eu ses répercussions jusque dans les cerveaux de certains d'entre nos camarades que l'on croyait pouvoir considérer comme des plus clairvoyants.

C'est ainsi qu'alors que Grave écrivait en 1913 : « Il y a encore un mal moral plus grand que le mal matériel, c'est la régression qu'apportera la guerre.

« Si vous êtes vaincus — chose tout à fait admissible, étant donné que nos culottes de peau sont à la hauteur morale de celles qui nous valurent la raclée de 1871 — c'est la porte ouverte à une nouvelle recrudescence de revanchardisme, c'est le triomphe du militarisme.

« Si vous êtes vainqueurs, ce sera pis. Le militarisme triomphant et insolent sera votre maître incontesté — après la police. Et comme les masses énormes mises en mouvement auront absorbé toutes les ressources financières des combattants, vous n'aurez pas même la ressource de faire payer aux vaincus l'argent que vous aurez dépensé.

« Vous pouvez, si vous voulez, empêcher ce retour agressif de la barbarie. Chaque fois que les gouvernants ayant une iniquité à commettre, ont trouvé devant eux une opinion publique résolue à les en empêcher, ils ont toujours reculé de commettre l'infamie qu'ils méditaient. »

Et ailleurs :

« Car vos gouvernants — quoique vous soyez souverains — peuvent déclarer la guerre sans prendre votre avis, ou, s'ils n'osaient en prendre la responsabilité *ils sauraient la rendre inévitable et se la faire déclarer*, ce qui reviendrait au même. »

Alors, disons-nous, que Grave écrivait cela en 1913, quelques mois après, on le voit affirmer la nécessité, pour le bien de l'humanité, du triomphe des militarismes français, anglais et russe, sur le militarisme allemand !

Dans un autre ordre d'idées, nous voyons la *Libre Fédération* publier, entre autres attaques nous visant, un article que son auteur a eu honte sans doute de signer où celui-ci prenant texte de quelques tracts ou brochures à grand'peine imprimés ici et clandestinement parvenus en Suisse, s'efforce de tourner en dérision les protestations des « Zimmerwaldiens, Romainrollandistes, doctrinaires du marxisme et de l'anarchie » contre le régime arbitraire de censure et de silence qui nous

est imposé en France, et les raille de jouer à bon marché au martyr — « même quand il n'y a pas de quoi ».

C'est pour nous un spectacle nouveau, sauf de la part de renégats définitivement repentis, de voir un anarchiste s'extasier devant l'abondante liberté que laissent les menottes et le bâillon !

Mais le même va plus loin : il suspecte l'origine de nos ressources ; « il sent l'Allemand derrière la coulisse ».

Nos amis comprendront que nous ne nous donnions pas la peine de répondre à une pareille insinuation.

Enfin, ce qui est mieux encore, le même article dénonce comme ayant indiqué une fausse adresse d'imprimerie un journal qui n'avait pas jugé à propos, sans doute, de faire connaître son lieu d'origine à nos gouvernants.

Voilà à quel degré d'aberration peuvent conduire le parti pris et le sectarisme. Tout sert d'argument, tout jusqu'à la calomnie, jusqu'à la délation !

La rupture est donc bien complète.

Pour nous, dédaignant désormais toutes ces choses méprisables, nous tournerons nos efforts vers une plus grande intensification de nos idées d'humanité et d'internationalisme. Les événements nous ont prouvé à quel point étaient fragiles les progrès que nous avions cru constater en ce sens

dans l'opinion publique. La nécessité nous apparaît de reprendre à pied d'œuvre toute cette besogne d'éducation.

Aussi prions-nous les camarades qui nous ont jusqu'ici apporté leur concours, de vouloir bien nous le continuer ; les subsides qui nous parviendront seront réservés pour pouvoir aussitôt que possible, mettre au jour un organe périodique dont nous nous occupons dès maintenant de réunir les éléments.

Cet organe s'appellera l'*Avenir International ;* il sera, suivant les ressources dont nous disposerons, mensuel, bi-mensuel, ou même hebdomadaire, si possible.

Des multiples questions qui naguère nous préoccupaient, la guerre n'en aura résolu aucune. Nombre d'entre elles se poseront même avec plus d'acuité et d'urgence qu'auparavant.

Notre programme sera ample :

Au premier plan figurera l'internationalisme. Nous combattrons avec plus d'énergie et de ténacité que jamais le particularisme national qui sert de prétexte aux antagonismes capitalistes pour lancer les peuples les uns contre les autres. Dans l'organisation sociale actuelle, les intérêts communs de tout ordre : moraux ou économiques, qui s'établissent entre les hommes les lient solidairement non par nations, mais par classes, sans distinction de frontière.

Dans l'ordre politique nous préconiserons l'abolition de l'Etat et une organisation générale basée sur la commune libre, la fédération des communes et des régions au gré des besoins et des intérêts.

Dans l'ordre économique : abolition de la propriété individuelle ; organisation communiste de la société ; production et fonctionnement de la vie sociale assurés par les groupes corporatifs librement constitués et organisés fédérativement. Nous serons syndicalistes et coopératistes, car nous voyons dans le groupement syndical et coopératif les deux grandes forces sociales par lesquelles les travailleurs pourront s'affranchir de l'exploitation capitaliste. Ce sont elles, en outre, qui, à notre avis, contiennent en germe tout le divers et complexe organisme économique par quoi pourront être assurés les besoins humains dans la société future.

Une large place sera ouverte aux questions artistiques, littéraires, scientifiques et éducatives. Dans toutes les branches de l'activité humaine, l'évolution suit une marche parallèle et correspondante et se poursuit par des voies diverses orientées vers un même idéal : l'affranchissement de l'homme et son développement intégral grâce à l'association librement consentie dans une société débarrassée de toute contrainte autoritaire et de toute exploitation de l'homme par son semblable.

Notre concours est assuré à tout effort tendant vers cet idéal de libération individuelle et sociale.

Que ceux qui approuvent un tel programme nous aident à le réaliser.

N.-B. — Adresser tout ce qui concerne l'*Avenir International* au camarade Béranger, à *Ce qu'il faut dire,* 69 boulevard de Belleville.

❖ ❖ ❖

Depuis la publication de notre deuxième Lettre, nous avons reçu les adhésions suivantes au « Manifeste » :

Mme M.-B. Collin, Mme Gabrielle Petit, Mme Marie Garde, Mlle G. Buisson, Paul Buisson, Laurent Moulin, P. Chardon, Montgourdin, J. Le Lan, Ad. Croix, G. Berger, J. Saignier, Paul Gosselin, Couturas, J. Dély, J. et M. de Blaisis.

Imprimerie spéciale des *Temps Nouveaux*

LA BIBLIOTHÈQUE DE PARIS MARXISTE

Comité d'Entr'aide des *Temps Nouveaux*

(Compte-Rendu Financier au 31 Décembre 1916)

Recettes

20 novembre 1914 à fin juin 1916	5.600
Reçu en juillet-août	316
Reçu en septembre	139
Reçu en octobre	159
Octobre prélèvement sur compte régions envahies	50
Reçu en novembre-décembre	228
Compte spécial : régions envahies	350
Total	6.842

Dépenses

20 novembre 1914 au 31 octobre 1916 :	
Impression circulaire, frais d'envoi, timbres, papier, etc.	583
9725 journaux, brochures, feuilles litt., etc	805
Solidarité : 811 envois	4.872
Novembre-décembre :	
Timbres, papier, enveloppes, etc.	36
475 journaux, brochures, feuilles litt. etc.	42
Solidarité : 26 envois	150
	6.488
En caisse : compte courant	4
En caisse : compte spécial	350
Total	6.842

A fin décembre nous avons confirmation de la mort de vingt camarades.